

DECLARATION CGT.

Nous avons à examiner la Situation Economique et Sociale de la Lorraine et, surtout, dégager des axes de propositions pour que la Lorraine et, principalement, les lorrains, redevienne une Région où l'on aime venir et rester travailler.

Le bilan sur la Situation qui nous est présenté donne des indications incontestables et vérifiables.

Il est un sérieux appui à la réflexion et la construction de propositions.

Mais, comme dans le schéma de synthèse, nous ne pouvons faire l'impasse d'une réflexion sur la situation générale.

Contrairement à ce veulent faire croire certains experts, la crise actuelle n'est pas simplement une crise de liquidité résultant de l'incapacité des ménages pauvres américains à rembourser leurs emprunts.

La gravité de la crise financière se mesure par l'incapacité des pouvoirs publics à la maîtriser. Les Banques centrales des grands pays industrialisés ont injecté des centaines de milliards de dollars pour éviter l'effondrement des marchés financiers.

Toutefois, ces interventions se sont avérées insuffisantes, ce qui a poussé les Etats à intervenir directement pour prendre le contrôle des sociétés en difficulté. Les gouvernements sont obligés de nationaliser les banques et compagnies d'assurance en faillite. Il s'agit bel et bien de socialiser les pertes. En définitive, ce seront bien les contribuables qui devront payer pour sauver les financiers.

Les milliards sortent des coffres alors que l'on n'arrêta pas de nous affirmer qu'il n'y avait pas d'argent pour le social et qu'un soutien à une politique industrielle était contraire aux principes européens !

Mais, quand c'est la Finance qui est touchée alors, là, tout est possible !

Pourtant, ceux qui vont souffrir, ce sont encore les « petits » ! Petits actionnaires à qui l'on a fait prendre des vessies pour des lanternes, petits propriétaires qui se sont serrés la vis toute leur vie, salariés qui ont cru le message fallacieux d'un enrichissement facile pour améliorer leur retraite,...

Les principales victimes sont toujours les mêmes. La vie est de plus en plus difficile, le chômage augmente, la précarité s'installe, l'ascenseur social est en panne, la part de ceux qui partent en vacances stagne et pour ceux qui partent, le nombre de jours est réduit,...

Ce que les statistiques ne montrent pas, c'est le profond désarroi dans lequel se trouvent les gens qui sont directement et indirectement concernés.

La crise financière ne saurait effacer la crise économique que nous traversons et qui a commencé par les annonces des suppressions d'emplois et qui continue avec la disparition des activités publiques en matière de défense, de santé et d'éducation

La financiarisation n'est pas une dérive du capital mais le point d'aboutissement de sa logique

Pour augmenter la rentabilité du capital, les entreprises ont mis la pression sur les travailleurs : elles ont supprimé des emplois, se sont opposées à la hausse des salaires, ont dévalorisé les qualifications, développé la précarité et n'ont pas investi suffisamment.

Alors, qu'il y ait un peu de pudeur dans ce débat.

Ceux qui soutiennent et profitent de la Finance ne sont pas et ne seront pas ceux qui souffrent des conséquences !

L'activité économique s'affaiblit en France et l'ampleur de la crise financière laisse présager des jours difficiles.

Pour la majorité des salariés, de retraités, de privés d'emploi la réalité est déjà là : nous sommes depuis de nombreuses années en récession sociale.

C'est d'ailleurs le sens de l'action des retraités aujourd'hui partout en France, et, en particulier, pour notre Région, à Nancy.

Et c'est bien cette récession sociale qui explique la faiblesse chronique de l'activité économique, avec ses conséquences graves tant du point de vue social que financier.

Pour la CGT, le rapport occulte une question essentielle : celle des salaires.

Il n'y a pas de raison qu'en Lorraine, les salaires soient si bas ! Nous sommes derrière l'Alsace, Champagne-Ardenne et même la Franche-Comté. La cause ne s'explique pas par la finance mondiale, mais bien par une stratégie du patronat local...

La faiblesse du pouvoir d'achat ne date pas d'aujourd'hui. Elle était déjà là avant même la hausse des prix des matières premières en début de l'année. Le recul du pouvoir d'achat résulte avant tout de l'insuffisance des salaires et du développement de la précarité.

La Région Lorraine doit conditionner ses différentes aides à une politique salariale digne de ce nom et à la réduction des contrats précaires. Cela concerne autant les entreprises que les Collectivités locales...

Nous rappelons la volonté de la CGT de voir définir des normes sociales des aides publiques aux entreprises : emplois pérennes, niveau de rémunération, conditions de travail, formation. Il y a bientôt un an, dans cette même enceinte, le Président du Conseil Régional en retenait le principe : où en sommes-nous aujourd'hui ?

Notre Région est fortement liée à l'industrie automobile. Il ya urgence à responsabiliser les donneurs d'ordre sur les conséquences de leur décision. Mais, en même temps, il est nécessaire de faire le bilan des différentes aides qu'ont reçues les entreprises de ce secteur, dont celles liées à la Charte automobile. Depuis des années, des milliards sont débloqués pour restructurer ou créer des emplois : il est temps d'en expliquer le résultat.

Le rapport démontre que si il y a une crise mondiale, celle-ci a des effets aggravés dans notre Région pour des raisons structurelles qui lui sont propres.

La restructuration des armées, les cohortes de suppressions d'entreprises, en particulier industrielles, d'emploi, la RGPP qui se met en place de façon aveugle, les inquiétudes sur la situation des transfrontaliers, ont des conséquences sur l'ensemble de la Lorraine.

La casse des Services Publics, leur abandon, amplifient les difficultés dans notre Région.

Ce n'est pas parce que la Lorraine n'est pas attractive que les agents de l'INSEE ne veulent pas venir, mais bien parce que le transfert s'appuie sur des suppressions de postes, qu'il n'apporte aucune réponse aux besoins d'un outil statistique performant et qu'il ne s'intègre pas à un projet de territoire.

Pour la CGT, on ne résoudra rien en déshabillant Paul pour habiller Jacques, ou plutôt Philippe...

Pour une fois, c'est tout le monde qui est touché en même temps, les querelles de chapelles ne peuvent plus avoir cours...

La Lorraine ne pourra s'en sortir qu'ensemble et non pas avec une concurrence entre territoires...

La solution passe par une prise en compte générale et une offensive sur les questions industrielles.

Le rapport rappelle les grands projets phares à développer en Lorraine.

La CGT se retrouve dans ces grands axes.

Mais il ne faut pas que cela reste un vœu pieux, c'est pourquoi, nous demandons que des Groupes de Travail soient mis en place pour développer ces différents points et faire le suivi à chaque plénière du CESR.

Mais pour réussir, ensemble, il faut que tout le monde soit traité à égalité et associé aux décisions.

Il faut en finir avec le culte du secret qui règne dans cette Région. C'est en étant transparent que l'on peut faire partager ses ambitions.

Des décisions comme l'exclusion des Organisations Syndicales dans l'Observatoire Régional des Transports et de la Logistique de Lorraine ne donnent pas de signe positif.

Au contraire, pour la CGT, l'engagement commun des lorrains passe par la reconnaissance des droits d'intervention des salariés et de leur Représentants et leur renforcement à tous les niveaux de la vie économique.

En s'engageant dans ce sens, le Conseil Régional de Lorraine donnerait un signal fort.

L'analyse proposée sur la situation économique et sociale de la Lorraine a le mérite de la lisibilité, de la rigueur des informations et le souci pédagogique de nous mettre en face des problèmes.

L'analyse et les enjeux sont partagés. A condition que l'on ne reste pas dans le domaine des vœux pieux et surtout que tous les acteurs économiques, sociaux et culturels soient associés et participent aux changements indispensables à la Lorraine.